SÉCURITÉ SOCIALE

«Le discours de la N-VA est juste idéologique»

Non, le payement des allocations sociales par les syndicats et mutualités ne coûte pas plus cher, estime Robert Plasman de l'ULB.

• **Martial DUMONT**

C'était la polémique du week-end : pour Bart De Wever, la seule manière d'arriver à maintenir la trajectoire budgétaire est désormais de saquer dans les dépenses de sécurité sociale. Et notamment de retirer la gestion du payement des allocations sociales (chômage, pensions, soins de santé, etc.) aux syndicats et aux mutuelles.

Du côté des mutuelles (et notamment de Solidaris), on se demande comment on va pouvoir aller plus loin en coupes dans la sécu puisque dans la trajectoire 2015-2018, les économies dans le secteur représentent 6,6 milliards soit 39 % de l'effort voulu au total par le gouvernement fédéral.

Moins cher qu'ailleurs

Et puis surtout dit Solidaris, tout indique que confier la gestion du payement des allocations aux pouvoirs publics voire au privé reviendrait plus cher, contrairement à ce qu'a dit Bart De Wever.

La preuve : les chiffres fournis par Eurostat qui montrent que le système de sécurité sociale de la Belgique n'est pas plus coûteux qu'ailleurs en Europe, au contraire, fait valoir Solidaris : le ratio belge en matière de poids des coûts d'administration dans le total des dépenses de la Sécu est de 3 %. En clair quand la Belgique dépense 100 euros en sécurité sociale, 3 euros vont aux frais de gestion. En Allemagne, c'est 3,75 euros, en France 4,17 euros, aux Pays-Bas 4,75 euros et au Danemark 4,41 euros.

Un positionnement idéologique

Solidaris n'est pas la seule a jugé que les propos de De Wever n'ont que peu de sens. Ainsi, Robert Plasman, du département d'Économie appliquée de l'ULB explique : *«Syndicats et mutuelles sont liés par des contrats. Il y a des normes qui doivent être respectées. Leurs dépenses sont contrôlées».*

Selon l'économiste, c'est clair : non, confier la gestion du payement des allocations aux pouvoirs publics ne coûterait pas moins cher. En outre, ajoute Robert Plasman, il y a le problème de l'expérience.

«Syndicats et mutuelles ont cette expérience. Et elle est difficile à remplacer dans des délais courts. Si les pouvoirs publics s'en chargent, ce seront des fonctionnaires qui devront le faire, et ils ne sont pas formés. Il n'y a qu'à voir les difficultés créées par les transferts des compétences...»

Et si on confie cela au privé, cela reviendrait même plus cher, estime l'économiste.

«Le système de soins de santé le plus privatisé et le plus inégalitaire au monde, aux États-Unis, est également l'un des plus chers ! Et regardez chez nous : les assurances privées font exploser les coûts. Notamment en matière d'hospitalisation où avec ce type d'assurance, on est systématiquement en chambre privée où les coûts sont multipliés par 2, 3 ou 4.»

En clair, aucun élément ne permet de dire que Bart De Wever a raison de dire que syndicats et mutuelles plombent les finances de la sécurité sociale.

«Ce positionnement est purement idéologique, insiste Robert Plasman. *Il est uniquement destiné à affaiblir syndicats et mutuelles mais surtout le système de sécurité sociale. C'est une stratégie de la N-VA dont le but est d'ouvrir la porte à la défédéralisation de la sécurité sociale.»*

Une sécurité sociale qui est le dernier bastion de l'unité du pays et qui a toujours été un tabou pour tous les autres partis. Mais pour combien de temps encore ? ■